

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

2 secteurs explosifs

la banque l'école

EDITORIAL

Lycéens ou employés de banque, voici que des dizaines de milliers de jeunes descendent dans la rue. Comme en mai 1968. Comme pour Gilles Guiot et Pierre Overney. Comme l'année dernière, contre la « loi Debré ».

A droite, on verra dans ce phénomène cyclique le résultat des manœuvres ténébreuses de la « subversion », tandis que la gauche entourera les manifestants d'une sollicitude intéressée avant de détourner, de trahir et d'étouffer leur révolte.

Comme si cette révolte endémique pouvait s'exprimer dans le cadre désuet de partis politiques et d'organisations syndicales qui, empêtrés dans leurs soucis tactiques et leur bureaucratie, ne savent plus désormais que suivre le courant.

C'est que les manifestations des lycéens et des jeunes employés vont au-delà des revendications quantitatives et catégorielles. Elles traduisent le refus plus global et plus fonde-

ment d'une société où l'on s'ennuie, qu'on la perçoive à travers le lycée-caserne ou le bureau-prison. Elles traduisent l'angoisse devant un avenir bouché, puisqu'on sait désormais qu'en eux-mêmes les diplômes n'ouvrent aucune porte et que les possibilités de promotion interne sont moindres que par le passé.

Société bloquée. Société qui entoure les individus de murs trop hauts pour que la plupart puisse espérer les franchir : mur de l'argent, qui aujourd'hui commande tout ; murs de l'école et de l'entreprise, qui séparent de la vie ; murs des villes, trop gigantesques, trop écrasants pour que le citadin n'y éprouve pas le sentiment de la solitude et de l'impuissance. Murs de C.R.S., hier et peut-être demain, qui tenteront d'étouffer la colère de la façon que l'on sait.

Mais on sait aussi que les entreprises de récupération et que les opérations de répression ne font qu'enfouir au plus profond une révolte toujours prête à renaître. C'est que cette révolte est trop essentielle pour être détournée ou réduite par les appareils syndicaux, partisans ou étatiques.

Ceux-là ne savent proposer que de médiocres recettes pour améliorer la gestion d'une société industrielle dans laquelle ils sont parfaitement insérés. Celle-là veut changer la vie, parce que chacun éprouve trop que cette vie est mise tout entière au service de la technique, de la production et de la consommation. Entre les deux, l'opposition est radicale, et le divorce ne peut manquer de survenir : il était déjà en germe dans les slogans lancés lors de l'enterrement de Pierre Overney, et il réapparaît dans les critiques que la C.F.D.T. — plus proche de certaines aspirations — adresse à une C.G.T. engoncée dans ses schémas idéologiques et tactiques.

Il faudra donc bien, un jour, que la grande vague d'une contestation qui ne s'inscrit plus dans les clivages politiques classiques balaie ces complices de l'ordre établi. Il faut s'en réjouir car il n'est pas de solution dans ce système, ni dans les organisations qui y sont parties prenantes. Mais il faut se soucier que la révolte ne s'engage pas sur la voie d'un pur nihilisme, qui détruirait le cadre et les conditions mêmes de la vie.

N.A.F.

pour une vraie contestation du plan fontanet.

Les lycéens ont manifesté violemment la semaine dernière contre la loi Fontanet. Mais ne sont-ils pas en train de faire au projet de réforme de l'enseignement secondaire les reproches inverses de ceux qu'il conviendrait de lui adresser ?

LE SACRO-SAINT MONOPOLE

Mars 73-Mars 74. Le printemps est-il maintenant voué à ramener chaque année une extériorisation du malaise lycéen ? Toujours est-il que l'on assiste à nouveau à une flambée de grèves, à quelques occupations de lycées et plus encore de C.E.T. (1). Le tout vous a une petite allure de fête pop avec relents anars. L'ennui, c'est que les lycéens sont en train de se faire bêtement piéger par les partis de gauche et les syndicats d'enseignants les plus égocentriques du monde dont le but exclusif est de préserver leurs privilèges.

Qu'est-ce qui excite la gauche ? Tout d'abord l'article 17 de l'avant-projet qui déclare que dans les établissements doit être assurée la neutralité politique, idéologique et religieuse. La gauche a vu dans cette formule une abolition de la loi de 1880 sur la laïcité. Un coup à faire avaler aux Très Chers Frères de la rue Cadet, leur tablier en peau de cochon et à faire bondir d'indignation dans l'au-delà le petit père Combes.

En outre l'article 19 semble annoncer l'établissement d'une déontologie du corps enseignant et la première et timide atteinte à la condition de fonctionnaires irresponsables qui caractérisait jusqu'à maintenant les employés de l'Education nationale. Et le S.N.E.S. d'enfourcher les grands chevaux de la défense syndicale suivi — comme par hasard — par les hyper-conservateurs du S.N.A.L.C. !

Sur le plan pédagogique, la gauche n'avale pas davantage la réforme, pensez-donc, elle porte atteinte au sacro-saint monopole de l'Education nationale ! Il est prévu qu'à partir de l'âge de quatorze ans certains élèves seront « enseignés » par accords contractuels entre l'Education nationale et les professions. Et M. Royer, premier auteur de ce projet, d'être pris comme tête de turc par les manifestants.

LYCEENS,

Le système scolaire craque de toutes parts. Tant mieux !

Ne vous laissez pas manipuler par les syndicats d'enseignants conservateurs de droite ou de gauche qui se battent pour la défense de leurs privilèges.

Réclamez la disparition du monopole étatique en matière d'éducation, la déscolarisation intégrale, l'insertion de l'enseignement et des enseignants dans la profession, les communes et les régions.

Non au mirage de l'école unique qui débouche sur la sélection par l'échec.

Oui à une éducation conviviale libérée des idéologies qui dominent la pseudo Education nationale.

Tant pis si cette réforme correspond à une aspiration croissante de nombreux jeunes de plus en plus déçus par le mirage pan-scolaire (c'est ainsi qu'actuellement ces classes pré-professionnelles voient se présenter plus de candidats qu'elles n'en pourront accueillir).

De même, les idéocrates du tronc commun — Guy Herzlich du Monde en tête — n'admettent pas que dans le premier cycle, le système des groupes de niveau permette de réintro-

duire pour les plus forts l'enseignement du latin dès la 6^e.

Enfin l'instauration d'un barrage au seuil de l'entrée en faculté dérange fort les universitaires du SNESup qui pensent que plus il y aura d'étudiants, plus il y aura de postes à pourvoir dans le supérieur.

Bref l'agitation actuelle est alimentée par tout un tas de mauvaises raisons.

SURVIE DE L'ECOLE UNIQUE

Est-ce à dire que le projet Fontanet soit parfait ou même seulement passable ? Sûrement pas. Cette réforme est le maximum que puisse faire un ministre intelligent prisonnier du système démocratique : elle effrite subrepticement le monopole scolaire mais n'ose pas le remettre franchement en question. Elle attaque les privilèges des lobbies universitaires, mais par la bande.

Le résultat est dès lors prévisible : les processus de sélection par l'échec seront maintenus. Le ministre souhaite que l'enseignement professionnel ne soit plus le parent pauvre de l'Education nationale. Mais il n'en reste pas moins que ce sont les élèves les moins bons, — sauf exception — qui en fin de 5^e et en fin de 3^e seront retirés de la voie « noble » de l'enseignement général unique pour être dirigés en C.E.T. ou en classes préprofessionnelles de niveau. Pour abolir la sélection par l'échec corollaire de l'école unique, il nous faut réclamer la fin de la scolarité obligatoire et la création de filières multiples dont aucune ne serait a priori privilégiée.

Ce genre de transformation enlèverait de même tout complexe d'infériorité à ceux des lycéens qui ne s'orienteraient pas vers les universités.

QUI PAIERA ?

Autre pierre d'achoppement de la réforme : la formation des maîtres. M. Fontanet rêvait de donner une formation et un traitement communs à tous les maîtres de l'enseignement afin d'éviter la ségrégation entre les enseignants « nobles » et ceux qui ne le sont pas. Mais comme il savait que les Finances ne l'admettraient pas, il a dû envisager la constitution d'un corps de maîtres du premier cycle, moins payés que les certifiés, formés plus rapidement, et enseignant deux disciplines au lieu d'une. Ce projet qui mettrait fin à la prolifération d'auxiliaires sous-payés, risque fort d'être rejeté par les services de M. Giscard d'Estaing. Il est vrai que ceux-ci ont de solides arguments, le budget de l'Education nationale engloutit déjà plus de 20 % des recettes de l'Etat...

Dans le système actuel, on a seulement le choix entre un financement ultra-ruineux du système scolaire ou le maintien d'un sous-prolétariat enseignant dévaluant par son existence les secteurs scolaires où il exerce. Là aussi la solution résiderait dans la déscolarisation, c'est-à-dire dans l'insertion partielle des maîtres dans la vie professionnelle et locale : ils auraient un rôle d'animation important et leur financement serait rentabilisé. Ils permettraient en outre de diffuser dans l'ensemble des corps sociaux le savoir, ce qui satisferait la revendication légitime pour le droit à la culture émise par les lycéens. Mais allez demander à un Etat fondé sur l'élection de s'attaquer à la féodalité enseignante !

J.-P. LEBEL

P. D'AYMERIES

(1) Collèges d'enseignement technique.

le "ras le bol" de la banque

La grève qui se poursuit dans le secteur bancaire sonne le glas d'une époque, et c'est à juste titre que la Vie Française peut écrire : « C'est la première grève des lycéens de 68 devenus salariés ».

On découvre aujourd'hui que le travail à la chaîne, les tâches répétitives, parcellisées à l'extrême et finalement abrutissantes ne sont plus seulement le lot de la grande industrie. Ainsi le Crédit Lyonnais qui apparaît plus que jamais comme la Régie Renault du secteur tertiaire et dont les effectifs ont progressé de 25 % entre 1945 et 1966 puis de 90 % de 1966 à 1973. Tout espoir d'avancement disparaît de cette usine paperassière dont les O.S. s'aperçoivent à 25 ans qu'ils n'ont plus aucune possibilité de promotion et que le temps est bien fini où l'on pouvait entrer comme employé et, à force de travail, terminer sa vie professionnelle dans les plus hautes fonctions.

Le problème des revendications qualitatives, auxquelles sont confrontées toutes les grandes entreprises, la banque le découvre aujourd'hui.

Cette action est révélatrice de l'importance prise par la banque dans la vie économique. Si la réforme de 1966 l'intègre plus étroitement au circuit économique, si la conversion à l'informatique, la découverte de la publicité changent son visage, le dynamisme nouveau qu'elle révèle depuis quelques années reste toujours au service d'une volonté de puissance qui s'étend à tous les secteurs de la société.

Aujourd'hui la banque est présente partout, s'occupe de tout. Mais qu'une grève surgisse, la quasi-totalité des activités bancaires se trouve perturbée et l'économie d'un pays tout entier est menacée.

La classique distinction banque de dépôts-banque d'affaires a disparu et les grandes banques nationalisées — B.N.P., Crédit Lyonnais et Société Générale — découvrent avec joie, et profit, le charme d'opérations immobilières de grande envergure, les plaisirs de la position d'entremetteur dans les rachats d'entreprises françaises par des firmes étrangères. Multipliant leurs services aux particuliers, pénétrant toujours plus largement les conseils d'administration des grandes firmes, elles sont omniprésentes. Agissant au mieux de leurs propres intérêts, elles imposent la seule optique de rentabilité à toute l'économie et n'accordent de financement qu'aux entreprises qui se soumettent à leurs principes, acceptent des règles uniquement ordonnées autour de la recherche du profit maximum.

Symbole de la société capitaliste importée d'outre-Atlantique, la banque est maintenant contestée quant à son organisation interne. Il s'agit d'aller plus loin, de remettre en cause l'expansionnisme idéologique, politique et économique des « marchands ».

malraux politique

Malraux ne serait pas Malraux sans cette hantise, cette perpétuelle quête du sens.

Pour notre bonheur, voilà donc un grand festival Malraux. L'auteur de *La Tête d'obsidienne* (1) sort de son silence et radios, télévision, journaux méconnaissables font retentir la voix mémorable. Le magnifique cadeau que « cette cure d'altitude mentale » qui nous est offerte ! Perceval nous entretiendra bientôt du livre, de ce nouveau dialogue avec l'ombre géante du génie des métamorphoses. Je voudrai dire un mot de quelques propos politiques récents de Malraux : ils ne déparent pas d'avec le livre, ils puisent à la même source d'inspiration, participent du même don de vision. Et que l'on ne soupçonne surtout pas ce prophétisme de faire fi des données positives. Non content d'opérer leur exact repérage, il touche directement aux principes qui donnent vie, aux « âmes » qui donnent forme aux phénomènes de civilisation, sens aux choses politiques. Mais il faut le génie, l'inspiration. Malraux ne serait pas Malraux sans cette hantise, cette perpétuelle quête du sens, que ce soit en art, que ce soit en politique. Avec toujours l'interpellation des héros qui surpassent leur temps, témoins d'un sens qui existe sous l'universel changement.

DE L'EUROPE, DES ETATS-UNIS ET DE LA DEMOCRATIE

C'est dans le cadre du « Journal Inattendu » de R.T.L., il y a huit jours, que Malraux s'est montré le plus prolixe sur les sujets brûlants de l'actualité. Aux questions de Julien Besançon, il a répondu sans détours. L'Europe ? « L'Europe d'abord, il n'y en a pas, il n'y en a jamais eu. C'est le dernier des grands mythes. C'est une tache rose sur la carte. Et puis on décide qu'il y a l'Europe, parce qu'il y a eu la chrétienté ; la chrétienté c'était sérieux. L'Europe c'est un rêve, et c'est un rêve pour les Européens et pour les autres. » Pour les Américains, en premier lieu, qui établissent une fausse analogie entre leurs Etats-Unis et une éventuelle fédération européenne. « Les Etats-Unis, c'était un petit pays, c'était une Australie. »

Précisément, les Etats-Unis aujourd'hui ! « Il se passe quelque chose d'extrêmement curieux, c'est le premier pays de l'histoire qui sera devenu le plus puissant pays du monde sans l'avoir cherché. Parce qu'il est parfaitement vrai qu'il n'y a jamais eu de volonté de conquête politique... Il y a eu des épisodes, mais ça ne compte pas... Alors, en somme, ils ont été maîtres du monde pour avoir voulu vendre le mieux possible ce qu'ils produisaient. » Certains contesteront, protesteront. Claude Julien a fait ainsi un livre sur l'histoire de l'impérialisme américain qui additionne des faits impressionnants.

Tout bien pesé, je ne pense pas que cela aille contre la thèse de Malraux, à condition d'y apporter une précision importante. Les Américains ne sont pas devenus maîtres du monde seulement pour vendre, mais également afin d'obtenir au meilleur compte les matières premières nécessaires à leur développement. C'est ainsi que de vastes régions du globe sont devenues leur chasse gardée. Mais il n'était nul besoin d'une volonté politique pour cela. Il suffisait de la puissance des groupes, et de la logique d'une économie dont François Perroux, sans esprit polémique, a montré qu'elle obéissait aux « effets de domination ».

André Malraux confirme cette analyse : « Je dirai avec naturellement un peu d'humour qu'il n'y a jamais eu de politique américaine : il y a cinq ou six politiques américaines, parce qu'il y a en Amérique de très grandes puissances ; et ces puissances généralement économiques, mais pas seulement, ont, elles, certains desseins. »

Et Kissinger, dira-t-on ? Mais précisément, le cher homme est le fondé de pouvoir d'un colossal faisceau de puissances économiques qui ne veulent pas perdre les avantages de la domination mondiale. Ceci amène Malraux à donner un jugement impitoyable sur la démocratie. Mais pour comprendre ce jugement, il faut revenir à sa constatation première qui rejoint d'ailleurs certaines remarques de Tocqueville, témoin de l'Amérique d'antan : « La démocratie, remarquait ce dernier, ne saurait que difficilement coordonner les détails d'une grande entreprise, s'arrêter à un dessein et le suivre ensuite obstinément à travers les obstacles. Elle est peu capable de combiner des mesures en secret et d'attendre patiemment leur résultat. Ce sont là des qualités qui appartiennent plus particulièrement à un homme ou à une aristocratie. » (2) En un mot, une démocratie se révèle peu habile à mener une politique étrangère.

C'était pour lui une autre évidence que l'avènement de la démocratie moderne coïncidait avec celui des régimes fondés sur l'unique croissance économique. Dès lors, Tocqueville rejoint Malraux, il y a, en démocratie, absence de volonté vraiment politique et prépondérance des forces économiques.

Pourtant Tocqueville se trompait sur un point capital. Il ne prévoyait pas que la croissance économique produirait l'impérialisme américain, que constate Malraux. En un sens, il est bien vrai que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme.

Enfin, dernière remarque de Malraux significative : c'est une réplique de de Gaulle : **Nor, Malraux, la République n'a jamais gagné de guerre, c'est la France !** Et l'interlocuteur du général d'avancer un nom : Clemenceau. Il aurait pu aussi citer Maurras et la monarchie de la guerre. Et également la définition mise par Anatole France dans la bouche de l'abbé Lantaigne : **la République, c'est l'absence de prince.**

Gérard LECLERC

(1) André Malraux. *La Tête d'obsidienne*, Gallimard.
(2) Tocqueville : *De la démocratie en Amérique*

nixon paranoïaque

On savait depuis longtemps que l'impérialisme américain n'était jamais à court de manœuvres lorsqu'il s'agissait de maintenir ou de réaffirmer sa domination sur le bloc qu'il dirige. Mais devant quelques récentes incartades (le projet de conférence euro-arabe), le voici pris d'excitation paranoïaque, n'hésitant pas à employer les termes les plus violents et à se livrer au fameux « chantage à la sécurité ».

M. Nixon a en effet déclaré le 15 mars dernier que les pays européens ne pourraient plus bénéficier de la « protection » offerte (si l'on peut dire) par les troupes américaines dès lors que ceux-ci refuseraient de se plier aux diktats politico-économiques de Washington. Un chantage toujours efficace, bien que reposant sur des arguments fallacieux, comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer. Mais il serait étonnant qu'Anglais, Allemands et autres Hollandais décident de ne pas s'incliner devant cette mise en demeure. Ce qui démontrera, une fois de plus, qu'il n'existe pas d'alternative « européenne » à l'atlantisme.

C'est ce qu'explique très clairement Philippe de Saint-Robert dans *Le Monde* du 14 mars : « Tout ce qui conspire à détruire la France agite à nouveau l'idée que seule une Europe intégrée peut faire face à l'offensive atlantiste. On a l'air ainsi d'épouser la préoccupation française de ne pas vassaliser l'Europe à l'Amérique, et même d'en offrir des moyens qui seraient plus efficaces, voire seuls efficaces. C'est un sophisme parfait, qu'il faut démonter. »

Car cette Europe ne peut se constituer et exister que contre la France, comme à la fin du dix-neuvième siècle l'Allemagne et l'Italie se sont constituées et n'ont existé que contre la France, avec deux guerres mondiales à la clef. La France serait le Québec de cette Europe où aucun de ses partenaires ne renoncera jamais aux préférences de structures politiques, économiques et mentales qui les attachent au système américain. »...

« Et voilà pourquoi l'Europe est et restera muette. Des préférences de Churchill pour le « grand large » au choix exprimé l'autre jour à Washington par le ministre allemand des finances, il faut être aveugle pour ne pas discerner la ligne intangible d'une politique où la France n'a rien à faire. En attendant que Harold Wilson et Willy Brandt se prennent pour William Pitt et Frédéric II, il conviendrait donc que certains Français se ressaisissent et connaissent quelles réalités sordides dissimule l'Europe de leurs rêves. Le mythe d'une Europe intégrée faisant seule pièce à l'atlantisme, c'est une folie de Gribouille ; c'est une utopie délétère prôlée au courage d'être contesté et de déranger ; c'est la fuite en avant vers ce qui n'existe pas, dans l'illusion de le faire exister à force de renoncement à soi-même, comme si aucune civilisation s'était jamais sauvée par un autodafé politique. »

Face à l'Europe américaine, il n'est d'autre solution que l'indépendance de la nation. On aimerait que cela soit affirmé une fois pour toutes, du côté de l'Elysée.

le projet royaliste réponse à françois perroux

— La maîtrise par le pouvoir politique des stratégies de développement implique une autonomie de notre style de production et de vie par rapport au modèle américain.

Voici quinze jours (1) nous avons eu le plaisir de nous entretenir avec François Perroux. Ses propos présentent un intérêt capital. Dans le langage d'économiste qui est le sien, François Perroux rejoint nos préoccupations. Il exprime clairement les aspirations d'un homme passionnément attaché à l'indépendance nationale, à la réinsertion des « exclus » de l'affluent society (2) et à la libération du pouvoir étatique de la tutelle de l'argent.

MARCHE, ARGENT ET POUVOIR

Un des aspects fondamentaux de la démarche de Perroux concerne l'indépendance économique de la France. Son ouvrage intitulé *Indépendance de la nation* (3) est dominé par le souci suivant : comment permettre au pouvoir politique de coordonner, d'harmoniser, voire de dominer les stratégies des firmes françaises afin de permettre à notre pays de relever le défi étranger et singulièrement américain ? Ce souci l'amène à rejeter vigoureusement la théorie angélique dite de l'équilibre « walraso-parétien » qui se réalise spontanément entre de petites unités marchandes privées ou nationales. François Perroux démontre sans mal que le marché capitaliste est en fait faussé par les ambitions des oligopoles et des monopoles. De surcroît, la puissance publique intervient pour ajouter aux réseaux d'échange, ce que Perroux appelle les réseaux d'aide et les réseaux de pouvoirs.

Dès lors, pour répondre à la stratégie mondiale des Etats-Unis — ou à un degré moindre de l'Allemagne et du Japon — il est indispensable que l'Etat ait un projet industriel, incite les firmes à conclure des ententes, à s'engager dans la bataille de l'exportation, à privilégier l'innovation. C'est ainsi que François Perroux a donné spectaculairement sa caution en 1969 au « Plan calcul » conçu par le Gouvernement français afin de regrouper face à l'I.B.M.-

France et Bull les firmes nationales d'ordinateurs et d'électronique.

A ce niveau on peut se poser deux questions : François Perroux ne cautionne-t-il pas abusivement les finalités productives de la société industrielle et ne cède-t-il pas à un jacobinisme économique exacerbé ?

DESHONORER L'ARGENT

Accuser de productivisme François Perroux serait lui faire un mauvais procès. N'oublions pas qu'il a écrit dans une *relecture de Saint-Simon* : « Les personnes chez nous se forment grâce aux sens que communiquent vitalement la famille, la profession, l'environnement prochain et les traditions nationales. A des différences près, la signification de la vie, le projet d'homme transmis dans ces organismes sont essentiellement incommensurables au confort et à l'argent. Si nombreuses qu'aient été les déviations et graves les manquements, les gens d'Europe ne valent à leurs yeux et à la face du monde que par les choses sans prix : leur honneur est en un sens de déshonorer l'argent. »

Pour François Perroux, la maîtrise par le pouvoir politique des stratégies du développement suppose une efficacité technologique et économique. Mais elle implique aussi une autonomie de notre style de production et de vie par rapport au « prétendu modèle américain ». Dès lors, l'indépendance de la nation passe par une libération sur le plan culturel.

On le voit, François Perroux rejette à la fois la mystique de la croissance chère à un Louis Armand ou à un J.J.S.S. et l'écologisme primaire d'un certain gauchisme.

NATURE DE LA REALITE REGIONALE

On peut en revanche faire certaines réserves sur la façon dont Perroux conçoit le pouvoir et les pouvoirs.

Visiblement François Perroux pense que le seul pouvoir susceptible d'orienter la croissance est le pouvoir étatique. Pour lui, la région conçue comme « structure homogène », « espace polarisé » ou « contenu de plan » n'a de réalité qu'économique. Cette conception a été celle de la politique officielle de l'aménagement du territoire entre 1956 et 1972. Dans cette optique les tranches régionales du Plan élaborées en dernière instance par de très parisiennes commissions de modernisation, après un semblant de concertation sur le plan régional, liaient pendant cinq ans les mains des collectivités locales en matière d'investissements.

Pour nous, au contraire, la région est à la fois communauté de vie et lieu géographique d'un pouvoir. On ne peut parler, il est vrai, de pouvoir régional qu'avec quelques nuances : un tel pouvoir doit assumer un certain nombre de décisions qui incombent actuellement et abusivement à l'Etat en matière de vie quotidienne, d'organisation sociale et de développement ; mais il ne doit en aucun cas porter atteinte aux prérogatives régaliennes de l'Etat : diplomatie, défense, grands arbitrages économico-sociaux.

Ces réserves posées, la « bonne vieille

région » dont parle François Perroux, restaurée et renouvelée, peut constituer le lieu privilégié où seront traités et résolus les problèmes de croissance et d'harmonisation des tensions sociales. Elle est même destinée à relayer un Etat lointain et impersonnel en matière de mise en valeur de la « ressource humaine » chère à l'auteur de *Masse et classe* (4).

DES ENERGIES POUR LA MASSE

François Perroux constate que notre société est déchirée par le contraste entre des privilégiés et des exclus. Ces exclus ne s'identifient pas à une classe puisque la classe ouvrière, par exemple, fait beaucoup moins partie de la France pauvre que les vieux, les immigrés ou les paysans cévenols. En outre, la masse est manipulée et intégrée dans une certaine mesure par diverses techniques telles celles des « mass media ».

Il n'en reste pas moins que la distribution des richesses, même dans notre société réputée d'abondance est très sélective, puisque la pyramide des revenus ne s'est nullement contractée durant la dernière décennie. En outre, « l'économie régie par la dépense (dans le contexte inflationniste des sociétés industrielles) sans référence à l'ordre des besoins, suscite l'insatiabilité chez celui qui dépense et la dégradation chez celui qui ne peut pas dépenser » (4).

Pour remédier à cet état de choses, François Perroux propose d'organiser la masse en lui insufflant des *minorités énergétiques* qui travailleraient à sa promotion. Mais ces « minorités énergétiques » qui feraient de chaque Français un citoyen n'ont-elles pas pour domaine d'action privilégiée la cité au sens géographique du terme et au-delà, la région ?

Les récents conflits sociaux viennent confirmer cette assertion. Songeons au « Joint Français » en 1972 et, plus près de nous, à Lip. Dans les deux cas nous avons vu des travailleurs en colère se heurter à un grand vide à l'échelon régional et radicaliser de façon désespérée leur lutte. Si un conseil régional puissant avait été en place, il aurait probablement cherché à négocier en souplesse et en évitant la mise à l'index de la région par les industriels (5) tout en préservant l'intérêt des travailleurs.

MONARCHIE ET SACRE

Mais rêver sur la promotion de la masse et sur le pouvoir régional ne sert pas à grand chose si, d'abord, l'on ne restaure un Etat capable de diriger une révolution dans la conception de la société.

Il faut un Etat qui transcende les luttes électorales et leur alimentation par l'argent, un Etat sacralisé en un sens — dans la mesure où sa fonction régaliennne ne se réduit pas à l'action d'un parti, — mais en même temps respectueux des libertés locales et professionnelles. On voit mal un tel Etat naître et grandir à partir des jeux incertains du suffrage universel. La monarchie capétienne, en revanche, nous propose un recours, une occasion

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

de relier un peuple à son histoire et d'affirmer une légitimité fondée sur un service pluriséculaire.

Le sens du sacré multiforme dont parle Perroux, notre pays ne le retrouvera pas d'un seul coup. Du moins des jalons sont-ils posés : présence discrète mais certaine d'un prince rempli du désir d'être le premier serviteur du pays ; scepticisme soulevé actuellement par la crise des démocraties occidentales. Face au mythe royal, la démocratie du Watergate, des plombiers du « Canard Enchaîné » ou des pétroliers italiens fait décidément pâle figure !

Arnaud FABRE

Hubert Beuve-Méry vient de publier (1) ses articles du *Monde*, principalement consacrés à la France gaullienne des années 1958-1969. Geste courageux en soi, qui n'est pas à la portée de n'importe quel journaliste, et qui plaide, *a priori*, en faveur de ce gros livre. Et puis, Beuve-Méry n'est-il pas considéré comme l'un des journalistes les plus prestigieux de notre époque, pour sa « lucidité », sa « sérénité » et sa « hauteur de vues » ?

Pourquoi donc faut-il que ce recueil soit ennuyeux ? Car il l'est, et mortellement. Serait-ce le genre ? Pourtant, d'autres journalistes ont rassemblé des articles épars qui, malgré le temps qui passe et qui change, ne cessent de nous passionner. Ainsi Gabriel Matzneff avec *La Caracole*, Maurice Clavel avec *Combat de la Résistance à la Révolution* et Philippe de Saint-Robert (*Principes pour une légitimité populaire*). Avec eux, d'accord ou non, on revit une époque et ses querelles et on puise, au détour de chaque article, exemples significatifs et réflexions fondamentales.

Avec Beuve-Méry on ne peut s'empêcher de bâiller malgré les problèmes évoqués qui, de la Constitution de 1958 à l'Algérie et à la politique extérieure, ne peuvent aujourd'hui laisser personne indifférent. Ici, le style compassé, le perpétuel « balancement circonspect », et la platitude des mots ont vite fait de décourager l'attention. D'autant plus qu'on s'épuise à suivre les méandres d'une pensée rarement exprimée de façon nette et qui débouche, lorsque d'aventure elle se précise, sur les plus navrantes banalités. Du haut de sa planète, M. Beuve-Méry

s'étonne, regrette, interroge, déplore, sans jamais sortir d'une réserve teintée de pessimisme, d'une dignité légèrement méprisante, d'un souci du bon ton qui le pousse à ne jamais donner la main ou tendre le poing.

Sans doute, pour le journaliste comme pour le politique, une profonde lucidité, le souci de prendre de temps à autre de la distance par rapport au quotidien et quelque sérénité sont autant de précieux atouts. Encore faut-il que cette attitude ne débouche pas sur le flou, la fuite, ou le confort d'une critique purement négative.

Or c'est bien là le travers dans lequel tombe Beuve-Méry, esprit négateur au scepticisme dissolvant. Et même, quelles faiblesses dans ces critiques d'un homme et de son œuvre ! Les homélies sur le monarque de Gaulle, l'impossibilité de l'indépendance nationale, l'inutilité de la force de dissuasion, les rêveries solitaires et dangereuses, les sermons sur l'Europe et la démocratie, sont aussi plats et mesquins que ceux de l'opposition d'alors, incapable de proposer une alternative à la politique gaullienne qui ne conduise à l'abdication de la nation. Il n'est donc pas étonnant qu'une partie de la classe politique se reconnaisse dans Beuve-Méry : celui-ci n'exprime que trop une certaine médiocrité d'imagination et d'ambition qui, autrefois l'apanage des rescapés de la IV^e République, recouvre maintenant le système politique tout entier.

B. L.

(1) Hubert Beuve-Méry : *Onze ans de règne* (Flammarion).

(1) Cf. N.A.F. 149 du 6-3-1974.
(2) *Affluent society* (société d'abondance) est le titre d'un ouvrage célèbre de Galbraith.
(3) 10/18 éditeur.
(4) Casterman.
(5) Ainsi l'affaire du « Joint Français » a-t-elle coûté à la Bretagne la non-implantation de quelque 10.000 emplois en dix-huit mois.

" un autre maurras "

280 pages La souscription pour le livre de Gérard Leclerc sur l'itinéraire intellectuel de Charles Maurras commence dès aujourd'hui. De la rapidité avec laquelle vous y répondrez dépendra la date exacte de parution. C'est vous dire toute l'importance qu'il faut attacher à notre appel.

Il sera tiré de cet ouvrage deux éditions : La première édition constituera l'édition originale : elle sera tirée sur pur fil Johannot, brochée avec couture pur fil de lin, la couverture sera tirée à part en typographie. Le tirage en sera limité à 100 exemplaires qui ne seront vendus que pendant la durée de la souscription au prix de 65 F.

La seconde édition, tirée sur papier bouffant, constituera l'édition courante de l'ouvrage.

Pour cette édition les prix seront les suivants pendant la souscription :

- 1 ex. : 25 F (franco),
- 3 ex. : 65 F (franco),
- 5 ex. : 100 F (franco),
- 10 ex. : 170 F (franco).

Après la souscription les prix seront :

- 1 ex. : 27 F (plus port),
- 3 ex. : 75 F (plus port),
- 5 ex. : 115 F (plus port),
- 10 ex. : 180 F (plus port).

Si vous désirez souscrire à l'une ou l'autre des éditions du livre de Gérard Leclerc, veuillez remplir le bulletin de souscription et le renvoyer à l'Institut de Politique Nationale, B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01. Tous les versements doivent être faits à l'ordre de l'I.P.N. C.C.P. La Source 33 537 41.

Je soussigné, Nom Prénom

Adresse :

Code postal : Ville :

désire recevoir exemplaire (s) de l'édition courante du livre de G. Leclerc sur Maurras et verse la somme de

désire recevoir exemplaire (s) de l'édition originale numérotée au prix de 65 F et verse pour cela F.

Je vous règle donc la somme totale de par chèque bancaire, chèque postal, mandat, espèces (1).

Date

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles.

un reportage sur le comte de clermont

Depuis plus de quinze ans la « classe politique » s'amuse périodiquement à dépister, tester, jauger les « dauphins » des régimes politiques successifs. M. Pompidou se consacra dauphin du Général, plus qu'il n'en fut investi, mais il semble lui-même déjà exténué, à en croire les commentateurs : la maladie, certes, mais aussi la lourde succession gaullienne du prestige, de l'autorité, d'une politique... et surtout l'écrasement, l'épuisement des volontés par l'Etat tentaculaire, technocratique et digne de Kafka.

Jean-Claude Vajou remarque et examine (« Combat », 7 mars 1974) que « la classe politique parisienne se demande si M. Messmer ne serait pas le dauphin... ». Dauphin ou non, M. Messmer sera obligé, s'il veut entrer à l'Elysée, de passer par la gabegie des élections, dont les préparatifs sont toujours un temps de vacance du Pouvoir, de haine et de gaspillages.

Lettre du Général De Gaulle au Comte de Paris à propos du mariage du comte de Clermont, reproduite dans toute la presse : « Je sais quelle joie vous cause le mariage de Prince Henri et de la Princesse Marie-Thérèse. C'est là, pour chaque Français, une occasion de s'en réjouir.

Mais aussi, Monseigneur, parce que la vie de votre Famille s'identifie avec notre Histoire, parce que ce qui vient de vous dans le présent est exemplaire pour le Pays, parce que votre avenir, celui du Prince Henri, celui des vôtres, sont intégrés aux espérances de la France, je salue l'union que Dieu va bénir comme un grand événement national. »

Et puis, pour nous royalistes, rien n'est plus éhonté que cette appropriation de l'Etat par une coterie politique, ni moins scandaleux. Comme le souligne le Comte de Paris, « la monarchie n'est pas un parti. L'apparition d'un parti royaliste annonce la fin de la royauté ; une majorité dynastique est contraire à la nature même de la monarchie. C'est une erreur pour un chef d'Etat que de faire reposer son régime sur une seule catégorie politique » (1). Précisément, le Roi n'est pas la résultante d'une compétition. Et nul ne choisit le Dauphin, hors sa naissance.

A ce sujet, la revue *Point de Vue - Images du Monde* (1^{er} et 8 mars 1974) nous fait entrer un peu dans l'intimité de nos Dauphins de France : Henri et Marie-Thérèse, comte et comtesse de Clermont.

Curieuse publication qui allie les termes de « dauphin de France », « héritier des Rois de France », « en réserve »... avec l'affirmation claire et nette que la France ne connaîtra jamais plus sa monarchie. Que les rédacteurs de cette revue le veuillent ou non, ils n'écrivent pas seulement par intérêt, folklore et romantisme, au profit de quelques dactylos ou midinettes qui aiment à rêver : nous sommes royalistes, nous avons des raisons pour cela et nous aimons nos princes, n'ayant qu'une préoccupation qui est leur retour au Pouvoir, pour le bien de la Nation. Ne leur en déplaise, nous « osons croire » que le Dauphin pourra « devenir un jour le Roi Henri ».

L'événement est que, fût-ce à l'occasion d'une exposition de ses peintures, le prince Henri ait brisé le silence qui couvre sa vie de Dauphin depuis son mariage, le 5 juillet 1957, avec Marie-Thérèse de Wurtemberg.

Né en juin 1933, entré en France, avant ses parents exilés, en 1948, il termine ses études à Bordeaux et suit les cours de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Effectuant, après son mariage, son service militaire en pleine guerre d'Algérie, où meurt glorieusement son frère François, il décide de faire carrière militaire. Après un passage à l'école de cavalerie de Saumur, il choisit d'entrer dans la Légion étrangère, au 1^{er} Régiment de cavalerie.

Mais « sa petite famille s'accroît ». A la fin de 1967, il quitte l'armée ; et en mars 1968, entre au Crédit Lyonnais, travaillant, comme chacun, pour gagner sa vie et celle des siens, se disant d'ailleurs « passionné par les problèmes de banque, car ils touchent à la vie politique, sociale, économique ». Il faut lire ces pages, abondamment illustrées, pour respirer le parfum des lys de France.

C'est l'histoire vraie d'une famille française de notre époque, où « nos enfants constituent l'essentiel de notre vie ». Il raconte simplement ses joies et ses souffrances : la princesse Marie qui a déjà 15 ans, les princes Jean et Eudes, encore jeunes et turbulents, mais aussi le prince François et la princesse Blanche, « deux tragédies », dont le Dauphin « parle sans amertume ni commentaire superflu », « dues à la toxoplasmosis, une maladie virale contractée par la comtesse de Clermont durant ces deux grossesses, et dont on s'aperçut trop tard ».

La princesse Marie-Thérèse, dauphine au port de reine, parle en mère de famille, de son bonheur conjugal, des problèmes d'école et d'argent de poche des enfants, comme des joies de vacances pour tout le monde. Elle-même lit beaucoup : « J'ai lu, ces derniers temps, les Mémoires de Louis-Philippe et je les ai beaucoup appréciés. Je trouve qu'il s'agissait d'un roi très moderne, qui avait une conception très juste de la monarchie... »

Le Dauphin se défend de « faire de la politique » : « du vivant de mon père, je ne ferai jamais de politique. Après, en tant que chef de la Maison de France, ce sera également difficile ». Il faut savoir, en effet, que les lois d'exil sont une épée de Damoclès toujours suspendue sur la tête des familles dynastiques.

Le Prince n'en a pas moins « été intéressé » en mai 68 bien que « comme ancien militaire », il ait « trouvé qu'il y avait trop de folklore » ; ce qui ne l'empêche pas de citer en exemple contre le XIX^e siècle « qui ne connaissait que le dieu-argent » et qu'il n'aime pas, « le phénomène hippie désintéressé, généreux ».

Admirant profondément son père, le Comte de Paris, il vit cependant sa vie de Dauphin : effacé devant le Prétendant, mais forgeant bel et bien ses propres idées, et portant volontiers les cheveux mi-longs.

Le titre même de comte de Clermont que lui a choisi le Comte de Paris, est en lui-même prophétique, rattachant directement la génération actuelle au roi saint Louis, dont le fils Robert, comte de Clermont, fut l'ancêtre de toute la maison de Bourbon.

L'avantage de la monarchie sur les gérontocrates de la République technocratique, monarchie de saint Louis et des Bourbons, est de constituer par nature ses dauphins sans querelle, ni compétition, mais avec l'espoir et l'avantage de la jeunesse.

Philippe VIMEUX

(1) Préface des Mémoires de Louis-Philippe, p. 21.

soljenitsyne

remous

dans

l'église

orthodoxe

Que se passe-t-il dans l'Eglise Orthodoxe russe ? L'affaire Soljenitsyne semble y provoquer de sérieux remous. Des avis opposés, émanant de hauts représentants du Patriarcat de Moscou, se sont affrontés ces dernières semaines.

Dans le sermon prononcé le 17 février à la cathédrale de Londres, Mgr Antoine, métropolite pour l'Europe occidentale, devait appeler ses fidèles à prier Dieu pour Soljenitsyne et pour ceux « qui accomplissent leur service envers la Patrie et l'humanité », et d'une manière plus générale « pour tous ceux pour qui ils portent en ce moment leur part de croix et de souffrance ». Le métropolite Antoine souligna cependant sa volonté de ne pas faire du présent office une manifestation politique.

Cette dernière phrase ne fut pas comprise. Le 1^{er} mars, Mgr Séraphin, métropolite de Moscou, condamna Soljenitsyne dans un article publié par le *Times* londonien, allant jusqu'à lui dénier la qualité de chrétien. La réaction du métropolite de Londres fut immédiate. Dans un entretien exclusif qu'il a bien voulu nous accorder, Mgr Antoine explique : « J'avais averti le Patriarcat, il y a longtemps, que si des déclarations politiques, ou de type politique, étaient faites par des représentants de l'Eglise, je ferais des déclarations par ailleurs. J'ai donc répondu au *Times* par une lettre où j'ai dit ce que je pensais. Voilà tout le problème. »

De plus, selon le métropolite Antoine, « lorsque c'est le métropolite de Moscou qui parle, il a un certain poids, et j'ai pensé qu'il était bon que le métropolite d'Europe occidentale, qui peut-être n'a pas le même poids, mais enfin qui a tout de même une valeur représentative, souligne le fait que ce n'est pas l'Eglise russe qui parle, mais un Evêque. Au nom de ceux d'entre nous qui vivent à l'étranger, nous avons donc le droit et nous sommes libres, à l'intérieur de l'Eglise russe, de dire le contraire. C'est tout ! ».

Mais en se livrant à de telles déclarations, le métropolite d'Europe occidentale risquait certaines représailles qu'il semblait ne pas craindre. « Il y a quelques années, j'ai organisé un service de prières à Londres pour les persécutés ; et j'ai rendu compte de l'Office, par écrit comme je le fais toujours, et j'ai bien précisé que j'étais prêt à prendre toutes mes responsabilités ; je les prends, et puis c'est tout. Je doute qu'il puisse y avoir des représailles ». Pourtant ces derniers jours, nous apprenions de source bien informée la démission de Mgr Antoine en tant que métropolite d'Europe occidentale, démission qui sera effective après les fêtes pascales. Raison invoquée : les lourdes charges (autorité sur dix pays) incombant à cet homme d'une soixantaine d'années. Une autre raison moins avouable, mais plus crédible, est que les prises de position de Mgr Antoine ont déplu aux autorités soviétiques qui auraient exigé son recul dans la hiérarchie.

Youri ALEXANDROV

les mercredis de la n.a.f.

La dernière séance du trimestre aura lieu le mercredi 20 mars, à 21 heures précises.

Gérard Leclerc traitera des « Nouvelles Utopies ».

Cette réunion suivie d'un débat aura lieu au 12, rue du Renard (2^e étage) (métro Hôtel-de-Ville). Il est recommandé d'y amener sympathisants et amis.

adhérents

La « Lettre aux adhérents n° 4 » est parue. Si vous ne l'avez pas reçue, c'est sans doute parce que vous n'êtes pas en règle pour vos cotisations mensuelles... Régularisez votre situation sans tarder auprès de votre trésorier de section ou à défaut directement au siège (C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris).

nouveaux auto-collants

De nouveaux auto-collants sont disponibles (format 8 x 11 cm). Seules les commandes accompagnées de leur règlement seront honorées. Tarif :

- 50 ex. : 4 F (franco 5 F)
- 100 ex. : 7 F (franco 9 F)
- 500 ex. : 25 F (franco 28 F)

"poster" maurras

Tirage limité sur papier velin 180 g (format 120 x 90), dimensions du portrait 70 x 50 permettant encadrement.

- Prix unitaire : 16 F franco.
- Envoi groupé par 5 posters : 65 F franco.
- paiement à la commande à l'Action Dauphinoise, 4, square des Postes, 38000 Grenoble. C.C.P. « Action Dauphinoise », 729 90 V Grenoble.

réunion

COLOMBE-LE-SEC

Samedi 6 avril à 20 h 45, conférence de Bertrand Renouvin sur le « Projet royaliste », chez M. B. Breuzon, maison de Champagne à Colombé-le-Sec. L'auteur dédicacera son livre à l'issue de la réunion.

nouveau tract

Un nouveau tract imprimé (format 16 x 25) est disponible.

Tarifs :

- 100 exemplaires : 8 F (franco 10 F)
- 500 exemplaires : 35 F (franco 40 F)
- 1.000 exemplaires : 60 F (franco 65 F)

ventes à la criée

Les hausses importantes de fabrication, d'impression et d'expédition de la N.A.F. compromettent gravement notre budget. Nous souhaiterions ne pas répercuter ces augmentations sur le prix du journal ni sur le tarif de nos abonnements. Cela sera possible si une augmentation sensible de la vente à la criée est réalisée. Il est indispensable que tous les nafistes participent aux ventes ou en organisent. Qu'ils prennent exemple sur les militants qui assurent jusqu'à quatre ventes par semaine !

Pour Paris prenez contact avec le responsable central des ventes. En province mettez-vous à la disposition des responsables d'unité, ou, si vous êtes isolés écrivez à la Direction générale.

arsenal

Complétez votre collection ! A un prix avantageux... Les 8 premiers numéros sont encore disponibles (5 F pièce).

L'ensemble des 8 numéros : 32 F.

Commandes à Arsenal, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - C.C.P. Arsenal 30 737-24 La Source.

semaine d'action royaliste

Du 11 au 16 mars s'est déroulée à Paris une « semaine d'action royaliste ». Il est encore trop tôt pour pouvoir en mesurer d'une façon exacte les résultats. Mais d'ores et déjà les prises de contact avec des nouveaux sympathisants nous permettent d'espérer une prochaine implantation dans des établissements scolaires où la N.A.F. était encore absente. Les milliers de tracts distribués n'ont pas manqué de susciter des réactions plus ou moins violentes de nos adversaires, de la Ligue Communiste au G.U.D. en passant par le P.C., furieux de nous voir apparaître sur des terrains qu'ils considéraient comme leur chasse gardée. Cette semaine d'action n'est pas une fin en soi mais seulement le prélude à une action plus ample et plus régulière dans les lycées et les facultés. Les distributions de tracts vont se poursuivre, et nous avons donc besoin de nouveaux militants pour étoffer nos équipes. C'est une bonne occasion fournie aux sympathisants pour prendre contact et participer à l'effort général qui est demandé à tous les militants.

avortement et crise de société

Un colloque sur le thème « Avortement et crise de Société » se tiendra les 23 et 24 mars à Tours. Communications de :

MM. Arnaud Pierre, professeur de sociologie
Duc-Maugé Philippe, chercheur
Dr Lafont Henri, président de l'Association des médecins pour le respect de la vie
Leclerc Gérard, journaliste et philosophe
Perroux François, professeur au Collège de France
Sentis Philippe, professeur au Collège de France

Dr Tremblay Emmanuel, secrétaire général de « laissez-les vivre »

Waquet Jean, conservateur aux Archives nationales.

Lieu de réunion : Hôtel des Trois Rivières, 292, avenue Grammont, Tours. L'ouverture du colloque aura lieu le samedi 23 mars à 9 heures. (Participation aux frais.)

L'importance du thème de ce colloque et son actualité doivent inciter toutes les personnes intéressées à y participer.

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris

SUS à confucius !

— Le motif principal de cette mobilisation idéologique est de faire constamment revivre la ferveur révolutionnaire.

Comme c'est agaçant ! Au moment précis où, redevenue sage, la Chine semblait sortir de son isolement, la voici qui, sans crier gare, retombe en ses anciens errements. Pourtant la Révolution culturelle semblait presque oubliée et le voyage du Président Nixon en Chine avait amorcé la détente (que cette démarche ait été considérée par les Chinois comme l'aveu de la défaite des Etats-Unis n'avait que peu d'importance ; Nixon ne s'en étant pas rendu compte, la face était sauve). Depuis lors, la Chine était entrée aux Nations Unies (un petit peu trop bruyamment peut-être au gré des Etats-Unis), avait renoué des relations avec le Japon, reçu le Président Pompidou... Tous ces faits, assortis de protestations d'amitié et de déclarations apaisantes, semblaient confirmer que l'Empire du Milieu tenait à s'assurer l'amitié du reste du monde.

Brusquement tout est remis en question : la Chine soudain s'aperçoit du danger que lui font courir Confucius et son suppôt Lin Piao, pourtant disparu depuis deux ans, et voici qu'elle mobilise le peuple entier contre le fantôme de Confucius qui vécut il y a deux mille cinq cents ans.

DANS LA LOGIQUE DES CHOSES

Pourtant, je l'avoue, l'étonnement suscité chez certains par cette deuxième révolution culturelle remet en mémoire (sans vouloir, tant s'en faut, établir de parallèle entre deux séries d'événements qui n'ont entre eux rien de commun), la stupéfaction que ressentit le monde lorsqu'il vit Hitler mettre en pratique ce qu'il avait lui-même annoncé dans *Mein Kampf*. Le Président Mao n'a-t-il pas annoncé qu'il devrait y avoir beaucoup de révolutions culturelles, pour que la roue de l'histoire puisse tourner dans le bon sens ? Comme le laps de temps entre chaque révolution culturelle devait être d'environ sept ans, nous sommes dans les limites prévues.

On ne saurait donc s'étonner de voir Mao Tsé-Toung mettre en pratique sa propre doctrine. Il reste que cette nouvelle mobilisation idéologique, comme celle des cent fleurs ou de la précédente révolution culturelle nous paraît fort artificielle. Il est en effet difficile de prendre au sérieux les accusations lancées contre Lin Piao (ancien maître à penser du régime puisqu'il compila le *Petit Livre Rouge*) d'avoir été inspiré par Confucius : militaire assez fruste, le Maréchal Lin Piao n'avait rien du lettré confucéen. En leur temps, les attaques lancées contre Liou Chao-Ki n'avaient guère convaincu les experts occidentaux. Tout ceci nous paraît, avouons-le, un peu comme une vaste comédie, comparaison qui n'est pas pour déplaire au sens théâtral du peuple chinois, dont les véritables intentions et les ressorts sont un peu noyés dans la confusion de l'action et la surabondance des discours.

SCENARIO IMMUABLE

Comme en 1966, lors de la précédente révolution culturelle, le scénario semble se dérouler suivant un schéma immuable. Paraît d'abord une critique littéraire presque anodine mais qui attaque un dangereux déviationnisme. En 1966, une pièce de théâtre avait par de vagues allusions attaqué Mao Tsé-Toung, aujourd'hui c'est un opéra révolutionnaire du Chansi imbu des idéaux confucéens. Puis de grands noms littéraires font leur autocritique : Kuo Mo-Jo, homme de lettres et érudit renia ses écrits en 1966 ; aujourd'hui c'est le philosophe Feng Yu-Lan qui avoue ses erreurs. Un nom devient

l'étendard de l'ennemi à abattre : c'était alors le révisionniste Krutche, c'est aujourd'hui Confucius. Une fois l'arme psychologique prête — en 1966, elle fut puissamment aidée par le *Petit Livre Rouge* —, articles de journaux, déclarations publiques, manifestations, et surtout journaux muraux où se défoule la conscience des masses forment un raz de marée qui submerge tout et galvanise les foules.

Les Chinois ne sont pas pressés ; l'objet de toute cette campagne, qui d'ailleurs se suffit en partie à elle-même, n'est jamais clairement défini au début. Les allusions sont d'abord sibyllines. Chacun peut y trouver son fait, et beaucoup commencent à trembler. Les masses se mettent alors en mouvement et la vague aveugle déferle : bien des inconcernés subissent le contrecoup et sont ébloués, tandis que des gens au zèle intempestif en rajoutent et interprètent à leur manière le message, qui ne s'éclaircit que progressivement. Ceux qui protestent avouent par là et se désignent eux-mêmes à la vindicte. Une fois le désarroi à son comble et quand aucun choc en retour n'est plus à craindre on peut parler clairement. Il a fallu plusieurs années pour que la chute de Liou Chao-Ki soit définitive. Cette fois-ci, nous en sommes encore au premier stade et nul ne peut dire quels personnages seront désignés comme victimes expiatriées : les sectateurs de Lin Piao, s'il en reste, les chefs de l'armée, les cadres administratifs ? Ce qui semble sûr, c'est qu'instruits par la précédente révolution, qui échappa un moment à tout contrôle, les responsables de ce mouvement semblent agir avec plus de prudence et de doigté.

... MAIS TACTIQUE SOUPLE

La lenteur de cette action peut surprendre. J'ai toujours pensé que pour comprendre la tactique chinoise il serait utile de s'initier à leur jeu d'échecs, que les Japonais ont popularisé en France sous le nom de GO. L'avantage de cette tactique où aucun objectif n'est clairement défini au départ, est qu'elle peut être modifiée si un adversaire est irréductible : il s'agira alors d'attaquer sur un autre front.

D'ailleurs les adversaires à abattre sont de peu d'importance en soi, et la ferveur révolutionnaire, qu'il faut faire constamment revivre, est en fait le motif principal de cette mobilisation idéologique. Il suffit de se référer aux entretiens que Mao Tsé-Toung eut avec son ami Edgard Snow pour comprendre que le grand timonier a la hantise d'un affadissement de la foi révolutionnaire. Son opposition viscérale au régime soviétique vient avant tout du fait qu'il le considère comme embourgeoisé, ayant renié sa foi, et désormais indigne d'assumer la direction de la révolution. Il vit aussi dans la crainte que ne se forme en Chine une classe de privilégiés. Son bon sens paysan le rend profondément défiant envers les fonctionnaires et les intellectuels toujours tentés de se grouper entre eux, en s'écartant des masses. Enfin il lui faut songer à préparer l'avenir et sa succession. Il sait bien que sa mort sera un dangereux tournant pour la révolution chinoise, aussi lui semble-t-il opportun de s'y préparer sans trop attendre. Une bonne révolution culturelle assurera un peu de nettoyage et mettra le peuple en bonne forme pour ce difficile moment. Comme le médecin chinois, il pense que mieux vaut prévenir que guérir et,

de même que celui-ci favorise alternativement le Yang et le Yin, l'habile timonier met un coup de barre tantôt à bâbord, tantôt à tribord, pour mieux tenir dans le courant.

POURQUOI CONFUCIUS ?...

Mais enfin, me direz-vous, pourquoi s'en prendre à Confucius, mort il y a des siècles ? N'a-t-on pas, par ailleurs, soutenu que Mao lui-même devait beaucoup au vieux sage ? Il serait assez facile, et piquant à l'heure actuelle, de tracer un parallèle entre Confucius et Mao Tsé-Toung ; l'un et l'autre trouvent toute leur force dans le fait d'exprimer le contenu de la conscience collective à un moment de l'histoire. L'un et l'autre ont fait de l'étude le fondement de leur vie. Certes, Mao veut rompre avec la tradition. Encore faut-il apporter une nuance à cette assertion car Mao a toujours prétendu conserver le meilleur de l'héritage du passé. Quant au traditionalisme de Confucius, il y aurait beaucoup à dire sur son art d'interpréter ou de revoir les textes dans le sens qu'il désirait : n'est-il pas significatif que, lorsque Mao se fait photographier avec d'illustres visiteurs étrangers, c'est devant une bibliothèque contenant exclusivement des livres anciens chinois comme s'il voulait ainsi attester clairement ses racines... L'un et l'autre mettent la morale (en tant qu'art des relations sociales) au premier plan de leur action, l'un et l'autre sont foncièrement puritains. Il n'est pas jusqu'à leur style qui ne présente un dogmatisme analogue : l'un et l'autre ne discutent ni ne démontrent jamais : ils affirment. L'un et l'autre n'ont pas rédigé leur œuvre principale, les écrits de Confucius furent rédigés par ses disciples, le *Petit Livre Rouge* fut compilé par Lin Piao.

C'EST LE VERITABLE ENNEMI ?

Alors pourquoi cette révolte ? D'abord parce que Confucius est le symbole de la tradition et de tout un système social qui continue de marquer la Chine. Bien qu'il s'en défende, Mao lui-même est marqué par son hérédité et n'en sent que mieux la nécessité de « se dépouiller du vieil homme ». La famille est le centre de tout, avec sa hiérarchie rigide et la subordination de la femme, l'importance de l'héritier mâle qui doit assurer la continuité ; toute cette morale confucéenne est, on le comprend aisément, en opposition avec la constitution de la vraie société socialiste. Tout le système social est fondé sur la constitution d'une caste de lettrés qui, bien qu'ouverte en principe, ne peut exister dans une société sans classes. Oui, Mao a raison de considérer que le confucianisme est l'idéologie à abattre, l'ennemi « principal » du progrès socialiste ; ce n'est pas sans raison qu'en contre-partie on exalte comme un précurseur de Mao, l'Empereur Ts'in Che-Houang, qui réunifia la Chine, redistribua les terres (instaurant de la sorte, comme l'indiquait Tchéou En-Laï à un diplomate étranger, le premier régime communiste) brûla les livres confucéens et enterra vifs quelques lettrés.

Oui, le confucianisme doit être abattu ! Mais l'histoire se répètera-t-elle ? Juste après la mort du Novateur, quelques lettrés échappés à l'hécatombe reconstituèrent de mémoire les livres brûlés, et le système honni inspira de nouveau la Chine pour plus de 2.000 ans. Le grand Timonier a trouvé en Confucius un adversaire à sa mesure. L'avenir dira lequel sortira vainqueur du combat.

Yann KERLANNE